

Dossier

03/11/2018

11 Novembre



Dossier réalisé par
L'Association de Soutien à l'Armée Française



Adresse : 18, rue Vézelay - 75008 Paris

Site internet : www.asafrance.fr

Courriels : secretariat@asafrance.fr / contact@asafrance.fr

Tel. 01.42.25.48.43

SOMMAIRE

1. "Le 11 NOVEMBRE, rien ne remplacera la victoire » par le colonel (er) Michel GOYA. 3
2. "Et, toi, soldat inconnu, que dis-tu ?" par le général Bruno DARY 6
3. "Monsieur le Président, mon grand-père a des droits sur vous" par le général (2s) Gilbert ROBINET. 8
4. "Les Maréchaux" par le colonel (er) Jean-Jacques NOIROT..... 11
5. "Nous sommes tous des poilus" par Xavier GUILHOU..... 13
6. "La France qu'on aime et qu'on défend" par Max-Erwann GASTINEAU. 15
7. "Centenaire de l'Armistice : honorer la paix ou la victoire ? " par Xavier PATIER 18
8. Lettre adressée au président de la République par le président de la Fédération Nationale André Maginot 19
9. COMMUNIQUÉ de l'UNC et le sens de la commémoration du 11 novembre 2018. 22
10. Lettre au président de la République du président de l'Union fédérale des associations françaises d'anciens combattants, victimes de guerre et des jeunes de l'union fédérale. 23
11. VIDÉO : Une leçon d'Histoire, le discours du général de Gaulle aux Invalides pour le 50ème anniversaire de l'Armistice. 24
12. VIDÉO : Film d'époque sur 14-18 colorisé 25

Le 11 NOVEMBRE, rien ne remplacera la victoire. LIBRE OPINION du Colonel (er) Michel GOYA.

Il se murmure que le président de la République ne souhaiterait pas célébrer le centenaire de la victoire de la France et de ses alliés le 11 novembre prochain. A la place, il ne serait question, à travers un « périple mémoriel », que d'évoquer les souffrances de nos soldats et de rendre hommage à leur courage tout au long de la guerre, ce qui paraît être la moindre des choses, mais sans évoquer le sens de ces mêmes souffrances, ce qui paraît être une faute.

Les Poilus étaient des soldats, des vrais !

Le président, pour reprendre les termes de Bruno Roger-Petit, son « conseiller mémoire », « regarde l'histoire en face » et souhaiterait d'abord que l'on retienne que la Grande Guerre fut « une grande hécatombe » lors de laquelle « les combattants, qui seront au cœur des commémorations, étaient pour l'essentiel des civils que l'on avait armés ». Ces mots paraissent difficiles à imaginer en 2018 tellement ils apparaissent comme la lumière résiduelle d'une étoile idéologique déjà morte. Ils l'ont été pourtant, témoignant alors d'une histoire non pas vue de face mais de biais. Non monsieur le président, il ne s'agissait pas de « civils que l'on avait armés » mais de citoyens, qui pour reprendre les termes de la loi du 5 septembre 1798, étaient forcément « aussi des soldats et se devaient à la défense de la patrie ». Concrètement, en 1914, tout français physiquement apte était soldat jusqu'à l'âge de 49 ans, plus tardivement encore pour les militaires.

Le citoyen défend la cité lorsque celle-ci est menacée, c'est un des fondements de la République, or, il ne faudrait pas l'oublier, la République française était bel et bien menacée en août 1914. Elle fut même partiellement envahie et ravagée. Les quatre millions d'hommes qui se sont rassemblés alors n'étaient pas des civils naïfs. C'était absolument tous **des soldats** d'active ou de réserve qui répondaient sans joie mais consciemment à l'appel à défendre la patrie. Il n'y avait alors et il n'y aura jamais aucun doute parmi eux sur la justesse de ce combat sinon sur la manière de le mener. Même les mutineries de 1917 ont été à cet égard bien plus des grèves que des révoltes, l'idée d'arrêter le combat et d'accepter la défaite en étant exclue.

Ce combat, ils ne l'ont pas mené non plus sous la contrainte impitoyable et au profit d'une classe de profiteurs et de généraux bouchers, mais pour « **faire leur devoir** », selon les mots qui reviennent sans cesse dans leurs propos ou leurs lettres. Ils n'auraient jamais combattu avec une telle force si cela n'avait pas été le cas. Faut-il rappeler que le nombre d'exemptés demandant à aller au combat malgré tout a toujours été très supérieur à celui des réfractaires ? Que ce nombre très faible de réfractaires n'a cessé de diminuer avec la guerre ? Dire que leur combat n'avait pas de sens, ce qui est le cas lorsqu'on refuse d'évoquer la victoire, équivaudrait à traiter ces hommes d'idiots. Ils savaient ce qu'ils faisaient, ils méritent mieux que cela.

Une élite à la tête des armées françaises

D'ailleurs ces « civils que l'on a armés » et qui auraient pris sur eux toute la charge du combat, qui sont-ils ou plutôt de qui faudrait-il les distinguer ? Des professionnels ? Car ceux-ci ne souffraient peut-être pas, eux et leur familles, parce qu'ils étaient volontaires ? Des officiers,

dont un sur quatre a laissé la vie dans l'infanterie ? Des généraux, ceux-là même dont 102 sont « morts pour la France » en quatre ans ? Des dirigeants et représentants du peuple, dont 16 ont été tués par l'ennemi ? Faut-il rappeler aussi que les uns et les autres avaient leur fils en première ligne ? Le général de Castelnau en a perdu trois, le sénateur et futur président de la République Paul Doumer quatre, et il n'agissait pas hélas de cas isolés.

Faut-il rappeler encore que loin de la vision idéologique que ce conseiller du président semble reprendre à leur compte, ces généraux ont non seulement conduit les troupes à la victoire sur le champ de bataille mais ont réussi également la plus importante transformation de toute notre histoire ? L'armée française de novembre 1918 était la plus forte et la plus moderne du monde. Cela n'a pas été pas le produit d'un heureux hasard mais d'un immense effort et peut-être d'un peu d'intelligence.

Parmi ces généraux, les plus illustres ont reçu le titre de **maréchal de France**, ce n'est pas rien maréchal de France, c'est une dignité dans l'Etat. Ne pas les évoquer serait donc déjà étonnant. Il est vrai que parmi eux il y a le très gênant Pétain, futur coupable d'intelligence avec l'ennemi et de haute trahison, mais aussi, l'avenir ne détruisant pas le passé, un des artisans majeurs de la victoire de 1918. Mais il est vrai que si on ne veut pas parler de celle-ci il n'est pas besoin de parler non plus de tous ses artisans. Les maréchaux, et peut-être même les généraux, et pourquoi pas tous les officiers pour peu qu'ils soient professionnels, seront donc effacés de l'histoire comme les ministères de la vérité effaçaient les indésirables des photos dans les régimes totalitaires.

Le politique décide de la guerre et les armées se battent pour vaincre

Ce sont les nations qui font les guerres et non les armées et la guerre est un acte politique. Célébrer la fin de la guerre sans célébrer la victoire, c'est refuser la politique et sans politique l'emploi de la force n'est que violence criminelle. Refuser la politique et donc la victoire, c'est traiter le gouvernement de la France pendant la Grande Guerre comme l'on traite les organisations terroristes lorsqu'on leur nie tout projet politique et on les cantonne à la folie. C'est placer Poincaré ou Clemenceau au rang de criminels et tous les soldats à celui de victimes. Et si les événements n'ont été que pure criminalité de la part des dirigeants de l'époque, la suite logique en serait pour les dirigeants actuels de s'en excuser, encore une fois.

Sans la **défaite de l'armée allemande**, concrétisée par l'armistice du 11 novembre 1918, la France et l'Europe n'auraient pas été les mêmes. Il n'est pas évident qu'elles en fussent meilleures sous la férule du Reich. La moindre des choses serait de le rappeler et de le dire, à moins qu'une loi mémorielle non écrite interdise de fâcher nos amis d'aujourd'hui parce qu'ils ont été nos ennemis hier, ce qui conduit de fait à interdire de célébrer une grande partie de notre passé. On peut même imaginer en allant jusqu'au bout, d'inverser la logique expiatoire en participant aux célébrations des victoires de nos anciens ennemis, comme celle de Trafalgar en 2005. Les Britanniques, eux, n'ont pas honte de leurs combats et ils n'hésitent pas à les célébrer dignement sans considérer que l'hommage à leurs soldats vainqueurs soit une insulte aux anciens vaincus. Faut-il rappeler le contraste édifiant à quelques semaines d'écart en 2016 entre les traitements respectifs des batailles de Verdun et de la Somme ?

La victimisation est peut être une tendance actuelle, elle n'était pas du tout celle de mon grand-père, valeureux combattant des tranchées qui n'aurait absolument pas compris qu'on lui vole ce pourquoi lui et ses camarades se sont battus. Lorsque plus de trois millions d'hommes ont été tués et gravement blessés pour atteindre un but, on peut considérer que celui-ci aussi a, à peine cent ans plus tard, encore des « droits sur nous ».

11 novembre : l'Alsace-Lorraine retrouvée et la liberté restaurée

Pour fêter cette victoire, nul besoin forcément de défilé militaire grandiose mais au moins une reconnaissance, un remerciement, un mot, un geste du chef des armées serait suffisant. Un discours de vainqueur à la hauteur de ceux de Clemenceau, l'annonce que le centenaire du défilé du 14 juillet 1919 sera le moment principal de la célébration, entre nous ou avec nos alliés de l'époque, voilà qui serait un minimum, en complément de l'indispensable hommage aux soldats.

Pour le reste pour célébrer l'heureuse amitié franco-allemande, retournement incroyable au regard de l'histoire, il sera possible le 22 janvier de fêter l'anniversaire du traité de l'Elysée qui la marque bien plus dans l'histoire que le 11 novembre. Nous n'étions pas du tout amis à l'époque. Il n'y a pas d'« en même temps » en histoire, il n'y a que des faits réels et distincts, et on peut tourner le 11 novembre dans tous les sens, cela restera toujours l'anniversaire de la victoire de la France.

Colonel (er) Michel GOYA
www.lavoiedelepee

[Retour au sommaire](#)

"Et, toi, soldat inconnu, que dis-tu ?" LIBRE OPINION du général Bruno DARY

Alors que la célébration du centenaire de l'Armistice suscite une polémique, le président du Comité de la Flamme sous l'Arc de triomphe* interpelle le soldat inconnu comme le fit Georges Clemenceau dans son livre « *Grandeurs et misères d'une victoire* » (1930).

Toi, soldat inconnu, dont le silence et le sacrifice font la grandeur, que dis-tu de cette controverse ou, du moins, de ce malentendu ? Au moment où le pays s'apprête à célébrer le centenaire du 11 novembre 1918, que dis-tu de ces propos douteux sur l'utilité de tes souffrances et de ta mort, comme sur l'importance de ta victoire ?

Toi qui reposes sous cette arche immense, qui es à la fois soldat français, héros anonyme et célèbre, que dis-tu à ceux qui oublient que sur ta tombe est inscrite cette simple épitaphe :

« Ici repose un soldat français, mort pour la Patrie » ?

Toi qui es enterré ici, mais dont le tombeau est aussi le cénotaphe de tes quelque 1 400 000 frères d'armes morts pour la France au cours de la Grande Guerre, que dis-tu de ceux qui ne voient en vous que des « civils armés », quand toute la nation était derrière vous ? Toi qui étais instituteur, paysan ou mineur, peut-être pêcheur, étudiant ou gradé, que dis-tu à ceux qui voudraient faire une différence entre ceux du front et ceux de l'arrière ?

Toi qui es mort dans le fracas de combats inhumains, que dis-tu, cependant, de l'hommage sans pareil qui te sera rendu par plus de cent chefs d'État, venus du monde entier se recueillir sur la tombe d'un simple soldat et se souvenir de votre sacrifice ?

Toi qui as disparu sur un champ de bataille, au hasard d'un clair matin ou dans un ultime assaut, comme simple sentinelle ou modeste fantassin, que dis-tu de te voir honoré au cœur de Paris, où le monde entier aura les yeux focalisés sur une sobre sépulture, au milieu de « l'appareil des grandes funérailles » ?

Toi qui es mort loin de chez toi, dans le tumulte des combats, que dis-tu de voir ainsi mis à l'honneur par le chef de l'État, une semaine durant, les plus grands champs de bataille, théâtres des plus grands sacrifices ?

Toi qui as été pleuré par une mère, un père, une épouse, des enfants, des amis, et puis avec le temps, qui n'es devenu qu'un nom gravé en lettres d'or sur nos places, que dis-tu de l'hommage quotidien qui t'est rendu depuis près d'un siècle au cœur de Paris, au moment où le jour décline ?

Toi qui nous permets aujourd'hui de vivre librement dans un pays en paix et une Europe réconciliée, que dis-tu à ceux qui écrivent que votre combat n'était qu'une « boucherie », que ton sacrifice et celui de tes compagnons d'armes ont été inutiles, quand bien même resterait-il incompréhensible à notre regard d'hommes contemporains ?

Toi qui as eu la pudeur de rester anonyme, sans que personne ne connaisse ni ton nom, ni ton grade, que dis-tu de ces critiques, cherchant à diviser les chefs de leurs soldats, oubliant que tous, vous avez supporté ensemble la vie des tranchées ?

Toi qui es parti de chez toi, pour une guerre que d'aucuns annonçaient courte, fraîche et joyeuse et qui, au fil des mois, est devenue longue, triste et lugubre, que dis-tu à ceux qui voudraient prétendre que le pays n'a pas été uni du premier au dernier jour, derrière ses poilus ?

Toi qui es mort trop tôt pour recueillir les fruits de la victoire, que dis-tu à ceux qui voudraient rabaisser le mérite de tes chefs, et oublier d'honorer l'ensemble des maréchaux ?

Et que dis-tu à ceux qui ont oublié que la sonnerie du cessez-le-feu fut pour tous les pays engagés un grand soulagement pour la paix retrouvée, mais aussi une vraie amertume au vu du prix payé ? Ne penses-tu pas qu'il est temps, en honorant ta victoire, de célébrer aussi la réconciliation des peuples ?

Quoi que tu penses de ces querelles, soldat inconnu, qui as mérité mieux que le Panthéon comme sépulture, sois sûr que tant qu'il restera des anciens combattants, ardents et bénévoles, des chefs d'État et des ambassadeurs sensibles au sens de ton engagement, la Flamme qui brûle jour et nuit sur ta tombe restera pour toujours la « **Flamme du souvenir** ».

Toi qui es mort pour défendre chaque arpent de terre de notre pays, sois certain que tant qu'il restera des associations, des corps constitués, des sportifs, des artistes et des élus prêts à se déplacer pour honorer ta mémoire, cette Flamme restera la « **Flamme de la Nation** ».

Toi qui es tombé pour que tes enfants vivent librement, sois rassuré : tant que des collégiens, des lycéens et des étudiants, à l'instar de ceux qui se sont rassemblés pour t'honorer le 11 novembre 1940 malgré l'interdiction de l'occupant, des scouts, des guides et des jeunes de tous horizons et de toutes nations viendront raviver la Flamme, elle restera la « **Flamme de l'Espérance** » !

* Depuis le 11 novembre 1923, chaque soir, à 18 h 30, lors d'une cérémonie à l'Arc de triomphe à Paris, est ravivée la Flamme du Souvenir du soldat inconnu.

Général Bruno DARY

Le Figaro

30 octobre 2018

[Retour au sommaire](#)

"Monsieur le Président, mon grand-père a des droits sur vous". LIBRE OPINION du général (2s) Gilbert ROBINET.

Mon grand-père paternel, Louis, a gagné la guerre de 1914-1918. Pas tout seul ! Avec huit millions de ses concitoyens dont 1 400 000 n'en sont pas revenus et 4 000 000 d'autres qui ont souffert dans leur chair, souvent jusqu'à la fin de leurs jours, de leurs blessures.

En 2016, année commémorative du centenaire de la bataille de Verdun, je suis allé remettre au remarquable *musée de la Grande Guerre du pays de Meaux* des objets souvenirs de ce conflit que mon père, né en 1912, détenait de son père et m'avait à son tour légués. Il s'agissait de deux douilles d'obus de 37 mm gravées, de cartes postales destinées à la correspondance des militaires, ornées d'une gerbe de drapeaux alliés, et sur lesquelles mon grand-père recommandait à son fils d'être sage pendant son absence et d'une feuille de chêne séchée sur laquelle, par le biais de perforations faites avec une aiguille, apparaissait le prénom de mon père : Jean.

Au cours de la visite guidée privée à laquelle je fus ensuite gracieusement convié, deux questions n'ont cessé de me tarauder l'esprit, deux questions simples, triviales, qui ne devaient rien à une quelconque forme de « pensée complexe ». Comment des hommes, issus de nations culturellement brillantes, ayant donné au monde des philosophes, des écrivains, des musiciens, des scientifiques de génie avaient-ils pu s'infliger mutuellement autant de souffrances ? Comment, acceptant ces souffrances, les maîtrisant, les dominant, tant d'hommes furent-ils prêts à donner leur vie pour leur pays ?

En ne voulant pas, monsieur le Président, commémorer la victoire de mon grand-père mais simplement célébrer la paix qui s'en suivit, je crains et, je dois l'avouer, cela me remplit d'effroi, que vous, chef des Armées qui avez le pouvoir et la capacité d'envoyer des hommes à la mort, n'ayez pas compris comment et pourquoi un homme est capable de donner sa vie pour quelque chose qui le dépasse. Laisser entendre que les combattants n'étaient pas véritablement des soldats, mais des civils que l'on avait armés et revêtus d'un uniforme en la circonstance, c'est suggérer que s'ils mouraient, c'est parce qu'ils y étaient contraints par des chefs sanguinaires. Pensez-vous, monsieur le Président que des Genevoix, des Péguy, des Fournier étaient des officiers ivres de sang et de haine lorsqu'ils entraînaient leurs hommes à l'assaut ?

Non, il ne s'agissait pas de civils déguisés, car, alors, toute la Nation était en armes à l'instar de la Patrie en danger de juillet 1792. Les lieutenants Genevoix, Péguy, Fournier n'étaient pas des militaires de carrière, mais ils se fondirent dans la masse des officiers d'infanterie chez qui les pertes, un officier tué sur trois, furent supérieures à celles des hommes de troupe, un sur quatre. Ces officiers, ces soldats acceptaient de mourir parce qu'ils ressentaient dans leur chair, dans

leurs tripes, l'absolue nécessité de ne pas céder un mètre carré du sol de la Patrie sur lequel, derrière, se trouvaient leur champ ou leur jardin et vivaient leur femme et leurs enfants.

C'est faire insulte à ces hommes là que de penser qu'ils ont été conduits à l'abattoir, à leur corps défendant et en étant inconscients de l'enjeu du moment. Certes, leur départ pour le front n'a pas toujours été aussi joyeux que l'a prétendu une forme de légende populaire et ne se déroulait pas toujours au milieu d'une foule en liesse. Mais si ces hommes partaient sans joie, il n'y avait chez eux aucun doute sur la justesse de leur engagement. Civils mobilisés ou militaires d'active, ils étaient des soldats et se devaient de défendre leur Patrie.

Vouloir occulter l'aspect militaire attaché à la journée du 11 novembre 1918 pour ménager la sensibilité de nos amis allemands, c'est faire preuve d'une tartufferie que Molière lui-même n'aurait pas osée. **La France n'est pas coupable d'avoir fait la guerre et de l'avoir gagnée.** Si, monsieur le Président, c'est bien, jusqu'à cette date tant attendue, le volet militaire qui prévalut avant toute autre chose et qui généra une rupture brutale dans l'évolution de pratiquement tous les domaines de notre société. C'est bien sous l'aiguillon de la nécessité militaire que des progrès techniques considérables ont été réalisés, que les femmes sont allées au travail dans les usines d'armement ou ont tiré la charrue car les chevaux avaient été réquisitionnés.

Le 13 juin 2018, vous rendiez hommage, monsieur le Président, à Georges Clemenceau, en vous rendant sur sa tombe à Mouchamps, en Vendée, et en inaugurant le musée qui lui est consacré dans sa maison natale, à Mouilleron-en-Pareds. Aviez-vous alors en tête son discours du 20 novembre 1917 devant l'Assemblée nationale où il déclara notamment : « *Ces Français que nous fûmes obligés de jeter dans la bataille, ils ont des droits sur nous. Nous leur devons tout, sans aucune réserve. Ils veulent qu'aucune de nos pensées ne se détourne d'eux, qu'aucun de nos actes ne leur soit étranger ?* » Répondez-vous à cet impératif en refusant de célébrer leur victoire le 11 novembre prochain ?

Péguy disait que l'honneur consiste à ne pas oublier que nos morts nous regardent et nous imposent de continuer, en toutes circonstances, à faire notre devoir. Or, il n'y a qu'une façon de rendre hommage à un soldat mort au combat, hier comme aujourd'hui, c'est de lui rendre les honneurs militaires tels que prévus par un cérémonial lui-même construit, au fil du temps, à travers les événements les plus tragiques de notre Histoire. Ce cérémonial est un héritage. On le doit à ceux à qui il est destiné. Son application stricte à travers une prise d'armes et un défilé serait la marque de notre fidélité à nos aïeux dont le patriotisme trouva son expression la plus pure sur la Marne, à Verdun, sur la Somme ou sur l'Aisne.

Comme l'a très bien rappelé le colonel Michel Goya, le 24 octobre dernier, dans un article du Figaro : « *Ce sont les nations qui font les guerres et non les armées et la guerre est un acte politique. Célébrer la fin de la guerre sans célébrer la victoire, c'est refuser la politique et sans politique l'emploi de la force n'est que violence criminelle.* » Jusqu'à ce jour, Georges Clemenceau, qualifié par ailleurs de *Père la Victoire* et que vous avez honoré en juin dernier, monsieur le Président, n'a jamais été accusé d'être un criminel de guerre. Alors, n'oublions pas de respecter son impérative obligation qui vaut pour l'éternité : « ***Ils ont des droits sur nous !*** »

Comme tous ses compagnons d'armes, mon grand-père a aujourd'hui disparu ; je m'autorise donc à faire ce rappel en son nom.

Général (2s) Gilbert ROBINET
Secrétaire général de l'ASAF

[Retour au sommaire](#)

Les Maréchaux. LIBRE OPINION du Colonel (er) Jean-Jacques NOIROT.

La lecture d'un quotidien (1) nous apprend que le haut commandement a souhaité qu'à l'occasion du centenaire de l'armistice de 1918, puisse être honorée la mémoire des maréchaux vainqueurs de la Grande Guerre.

Cinq d'entre eux ont donné leur nom à une promotion de Saint Cyr.

Cette initiative est on ne peut plus opportune. Rappelons que Joffre et Foch furent acclamés par une innombrable foule le 14 juillet 1919 lors de leur passage sous l'Arc de triomphe lors du défilé dit « de la Victoire »

Or, certains historiens, de tout bords politiques nous apprend-on sans sourciller (comme si l'Histoire devait s'accommoder des convictions politiques des historiens), trouvent cette initiative inconvenante, en invoquant deux raisons.

La première est que parmi ces maréchaux, figure Philippe Pétain. La seconde est que pour ce centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918, ceux qui doivent être honorés sont les seuls Poilus, émanation du peuple vainqueur. Les gradés qui les commandaient ne seraient pas dignes de cet hommage national.

Ces historiens façon Fouquier-Tinville nous apprennent donc que le vainqueur de Verdun tenait un bâton de maréchal entaché de collaboration. Ses étoiles étaient déjà ternies par la poignée de main à Hitler en gare de Montoire ou son renoncement à continuer la guerre en signant un armistice jugé honteux (seulement après que les alliés nous eurent libérés). Ils ouvrent donc, tout seuls dans leur coin, un second procès en déshonneur à celui qui, qu'ils le veuillent ou non, siège parmi les grands vainqueurs de la Grande Guerre.

Les poilus qui ont vénéré leur général, économe de leur vie, soucieux de leur bien-être au front, pourvoyeur de moyens et fin manœuvrier, et qui ignorent tout de ce qui aujourd'hui, avec effet rétroactif, lui est reproché, doivent se sentir mal là où ils reposent dans leurs linceuls de gloire.

À qui viendrait l'idée que la victoire de 1918 n'est pas due au courage des Poilus? Serait-il imaginable que le Centenaire ne soit pas l'occasion de les honorer? Ils étaient le peuple de France en armes. Gloire à ces généraux, ces officiers, ces sous-officiers, ces sans grades, paysans arrachés à leurs terres, ouvriers sortis des usines, prêtres, médecins, comptables, fonctionnaires, écrivains et poètes morts pour la patrie ou survivants des tranchées, qui ont vaincu.

Mais voilà que des historiens renfrognés, décidément très mal inspirés, ont retranché du peuple les huit maréchaux de la Victoire. Ils y ajoutent pour faire bon poids tous les cadres des armées. Si, en nous triturant les méninges, nous essayons de comprendre ces manipulateurs dogmatiques, il faudrait imaginer que ces maréchaux viennent d'ailleurs. Joffre et son accent catalan rocailleux nous est sans doute descendu opportunément de la planète Mars.....

Cette soustraction inique discrédite ces faussaires de l'épopée de notre Histoire, qui semblent ignorer qu'avant « d'être capitaine, il faut être soldat ». Tous ces illustres défenseurs de la patrie ont gravi les échelons de l'armée, en la servant selon les volontés politiques de l'époque, qui reposaient sur la conquête coloniale. C'est à Madagascar, en Indochine, au Maghreb, en Afrique Noire que ces officiers ont servi la République, comme jeunes officiers, en risquant leur vie. Ils n'ont aucune leçon posthume à recevoir. Faut-il rappeler à ces maquilleurs de l'Histoire qu'un village des hauteurs de Diego-Saurez s'appelle Joffreville? Un nom volé sans doute, par un bon à rien qui éloignait de la côte insalubre soldats français et populations locales menacés par la dysenterie et le paludisme.

Nos acharnés de la censure seraient aussi bien inspirés en allant se recueillir au cimetière militaire de Notre Dame de Lorette. Ils constateraient que la première tombe est celle du général Barbot, un planqué mort à la

tête de ses soldats. Il fait partie de la cohorte des 102 généraux tués pendant la Grande Guerre, probablement en allant se cacher dans les salons parisiens où, comme le font ces réfractaires au « Mallet-Isaac », on glose sur le droit d'être honoré en figurant au Panthéon de l'héroïsme. C'est sans doute insuffisant pour ces tailleurs de costumes à la sauvette qui estiment que tous ces gradés avaient la vie belle au front et protégeaient leur peau derrière celle des poilus.

Le 25 septembre 1915 au soir, le 37^e RI, bloqué devant le Ravin des Cuisines, n'avait plus un seul officier vivant. La plupart de ses sous-officiers étaient tués, blessés ou disparus. Est-ce suffisant, messieurs les juges de la bravoure?

Ces réflexions ne sont que l'expression d'un légitime courroux provoqué par la sclérose intellectuelle de ces historiens. Ils nous chipotent, en hommes d'un certain monde, la valeur de nos chefs militaires et leur place sur les sommets de la gloire. Ils polluent ce qui devrait être une commémoration rassemblant la communauté nationale autour de ses héros, qu'ils soient grands ou moins grands. Ils prouvent, par leur indigne procès en disgrâce, qu'ils ignorent tout du monde militaire et des liens qui unissent la troupe à ses chefs reconnus comme tels.

Il se dit aussi, la preuve n'est pas formelle, que l'Elysée craindrait, si le maréchal Pétain faisait partie de la fête, les réactions politiques qui s'en suivraient, en provenance de partis turbulents. Espérons que ces allégations soient fausses. Ce serait indigne d'un homme d'état.

Le haut commandement, pour promouvoir sa démarche et tenter de l'imposer au delà des postures effarouchées ou bêtantes ne doit pas hésiter à s'appuyer sur les anciens, toujours disponibles pour s'associer à tout ce qui commémore les grands noms de notre histoire militaire. La République, dans sa grande sagesse, a su distinguer les héros. Pas tous, mais beaucoup. Une réécriture des pages sanglantes de la Grande Guerre par des égarés vindicatifs doit être combattue. Les anciens, au sein de leurs associations et par tous les moyens légaux, vont se lancer très volontiers dans ce combat, aux côtés des hauts états-majors.

Quand se lèvent les vents mauvais, il est nécessaire, parfois, de sortir le sabre du fourreau.

Jean-Jacques NOIROT
Colonel (er)
Membre de l'ASAF

(1) *L'Opinion*. Article de MERCHET du 16/10.

[Retour au sommaire](#)

"Nous sommes tous des poilus". LIBRE OPINION de Xavier GUILHOU.

« *Des civils que l'on a armés...* ». Mais comment peut-on en arriver à de telles assertions ! Il ne fait aucun doute que l'idéologie, la confusion ou l'ignorance qui sévissent dans de nombreux couloirs ont pu être à l'origine de cette pensée réductrice, irrespectueuse et dangereuse. N'appartenant pas à l'institution militaire mais étant justement un civil qui a beaucoup servi et donné au pays, comme des millions d'autres français, je m'insurge profondément contre cette nouvelle instrumentalisation historique. Mes aïeux, qui étaient eux aussi des civils, qui se sont engagés volontairement ou qui ont été mobilisés à plusieurs reprises pour se battre contre toutes les formes de violence et de totalitarisme politique, ne furent ni des mercenaires, ni des miliciens... Ils étaient tout simplement soldats de France, résistants et patriotes ! Ils se sont battus sur tous les fronts et ont vu tomber autour d'eux des frères d'armes, des amis, des membres de leurs familles, mais aussi des adversaires pour lesquels ils n'éprouvaient pas de haine. Depuis trois générations nous n'avons pas eu d'autres choix que de défendre la terre de France à Verdun, sur la Marne, dans la Somme, plus loin à Dixmude, dans les Balkans, sur les terres encore plus lointaines de l'ex-empire français, où plus récemment sur les théâtres d'opérations extérieures sous mandats internationaux à Beyrouth, à Sarajevo. Telle fut notre histoire depuis un siècle. Rien ne sert de la juger, il faut l'assumer, l'incarner mais en aucun cas la dénaturer !

C'est cette tradition de service, de patriotisme et de don de soi d'un pays que l'on méprise avec de telles affirmations médiatiques mais inutiles. A la veille du centenaire de la fin de la première guerre mondiale, dans une Europe marquée actuellement par une remise en cause de tous les avenants du traité de Versailles, est-il besoin de réduire l'engagement historique de tout un pays, et encore plus de ses alliés, avec des injonctions verbales infondées. Il est toujours facile de réécrire l'histoire et de la banaliser dans un bureau feutré après 75 ans de paix ... Certes La guerre est toujours vécue par les historiens comme une erreur politique, générant des boucheries inutiles, et la victoire reste toujours un peu amère et pathétique, car elle porte en germe la guerre suivante... Faut-il pour autant, face à la tragédie récurrente de l'Histoire, pour satisfaire une forme de mauvaise conscience, désacraliser la mémoire collective, mépriser ainsi l'engagement de millions de femmes et d'hommes et par la même entretenir un déni collectif en justifiant ainsi l'oubli au fil du temps.

Non, « *nous ne sommes pas des civils que l'on a armés* » ! Nous sommes bien plus que cela ! La tentation pourrait être très forte aujourd'hui avec la professionnalisation de nos armées, qui a généré une transformation profonde du lien armées-nation, de réduire le statut du soldat à celui d'un métier comme un autre. Les risques de banalisation et de désacralisation de l'engagement dans une société devenue très hédoniste ne peuvent être sous-estimés. C'est pour toutes ces raisons que nous ne pouvons plus être considérés de façon péjorative comme de simples « anciens combattants » ! Nous sommes la force d'âme de la France. Ce qui nous caractérise de génération en génération c'est cette conscience viscérale que la liberté doit être défendue, que nos valeurs démocratiques sont vulnérables et que le don de soi reste la vertu la plus noble qui soit. Alors faisons tous en sorte que nos institutions, que ceux qui l'incarnent et que ceux qui l'administrent retrouvent le sens de la mesure et de la pondération vis-à-vis des vétérans que nous sommes. Nous ne demandons rien et nous sommes de moins en moins nombreux. En revanche nous exigeons juste ce respect pour le sang versé et le don de soi que nous honorons chaque 11 novembre au nom de toutes les générations du feu. Nous sommes

tous quelque part les héritiers de nos poilus et cet héritage mérite le plus profond respect de nos élites et de nos populations. Juste un peu de respect, que du respect, fermer le ban !

Xavier GUILHOU[1]

[1] Auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, Capitaine de vaisseau (h) Président de la Section du Finistère et Administrateur national de la Fédération Nationale des Combattants Volontaires (FNCV), Chef d'entreprise.

[Retour au sommaire](#)

La France qu'on aime et qu'on défend. LIBRE OPINION

Max -Erwann GASTINEAU.

Emmanuel Macron a annoncé que la commémoration du centenaire du 11 novembre aura lieu sans parade militaire. Pour Max-Erwann Gastineau cette décision passe sous silence l'héroïsme de nos aïeux et vide de toute substance l'hommage national.

C'est donc entendu. L'Élysée a tranché. « *Le sens de cette commémoration, ce n'est pas de célébrer la victoire de 1918. Il n'y aura pas de défilé ou de parade militaire* ». Contrairement à l'Angleterre, autre grand vainqueur de la Première Guerre mondiale, la France ne rendra pas hommage à son armée et à ses soldats. Leur sacrifice, lors de ce qu'il est convenu d'appeler la « *grande boucherie* », ne méritait-il pas un tel hommage ?

« *Le président regarde l'histoire en face* », rappellent ses conseillers. Toujours ce don des communicants d'habiller de rupture la soumission aux vaches sacrées de l'époque : la transformation des combattants de la Grande guerre en victimes ; vidant ainsi de son contenu héroïque le sacrifice auquel ils consentirent.

« *Si la science n'a pas de patrie, disait Pasteur, l'homme de science doit en avoir une, et c'est à elle qu'il doit reporter l'influence que ses travaux peuvent avoir dans le monde* ». Bien que l'appartenance nationale ne puisse prétendre épuiser toute l'étendue de notre être, elle est ce supplément d'âme qui frappe nos réalisations du sceau du dévouement.

Autre temps, autres mœurs, diront les postmodernes. Pourquoi devrions-nous encore nous abriter sous l'ombre de ce qui fut ? Pourquoi, alors que le devenir de la France semble se confondre avec celui de l'Allemagne ?

Seul l'héritage relie les hommes.

En renonçant à organiser un défilé militaire pour rendre hommage aux combattants de la Grande guerre, Emmanuel Macron rate l'occasion historique de célébrer dans les vertus patriotiques autre chose que l'étendard de la haine et du retour aux heures les plus sombres ; autre chose que l'éternel sanglot consistant à se murer derrière la force des mots plutôt que d'avoir à penser l'événement : comment se fit-il que tant d'hommes furent prêts à donner leur vie pour leur pays ? Comme le disait le résistant **Hélie de Saint Marc**, « *si on doit un jour ne plus comprendre comment un homme a pu donner sa vie pour quelque chose qui le dépasse, ce sera fini de tout un monde, peut-être de toute une civilisation* »

À l'heure où l'Europe commémore le centenaire de la guerre qui infléchit pour toujours la courbe du temps, les fantômes du passé reviennent du champ d'honneur nous sortir de notre coupable insouciance. Car que retenons-nous de ce passé, sinon la longue litanie des abominations qui ensevelirent l'homme sous la furie du progrès technique ?

L'heure est venue de nous délivrer de l'absurdité de croire que le passé se réduit à la somme des chrysanthèmes inaugurés, et d'habiter ce passé. Seul l'héritage relie les hommes, invite les différences, tant célébrées de nos jours, à s'amonceler sans jamais se dissoudre dans le pot commun de la fraternité.

Qu'a-t-on fait de notre héritage ? Que retenons-nous de **Paul Valéry** lorsqu'au sortir de la guerre, en 1919, celui-ci comprit que « *toute civilisation avait la fragilité d'une vie* » ? Et de **Simone Weil**, lorsqu'en 1943 la philosophe rappela que « *les Français n'avaient pas autre chose que la France à quoi être fidèles ; et quand ils l'abandonnèrent pour un moment en juin 1940, on vit combien peut être hideux et pitoyable le spectacle d'un peuple qui n'est lié à rien par aucune fidélité* » ?

À quoi sommes-nous encore fidèles ? Le sommes-nous envers nos propres aïeux lorsque nous daignons faire de

À quoi sommes-nous encore fidèles ?

Leur patriotisme la quintessence de leur engagement sur les plaines de la Marne, de Verdun ou de la Somme ?

Aujourd'hui, l'histoire est mise à disposition du présent pour panser les plaies. Affranchie du mandat de structurer les imaginaires à partir d'un récit collectif signifiant, l'histoire doit désormais faire place aux histoires. Des discours d'**Édouard Philippe** sur « *la trahison de la France* » sous l'Occupation aux mots d'**Emmanuel Macron** sur l'Algérie, victime d'un « *crime contre l'humanité* » perpétré par la Colonisation française, ou sur **Maurice Audin**, cet ancien membre du parti communiste algérien torturé par l'armée française, les vivants battent leur coulpe sur la poitrine des morts au prétexte de soigner des blessures mal cicatrisées ; la reconnaissance par l'État des mémoires comme palliatif à l'atomisation sociale.

L'instrumentalisation du passé n'a pourtant jamais guéri quiconque. Elle fournit à celui qu'elle plonge dans la rancœur l'alibi d'une révolte à bon compte contre la société ; expression d'un narcissisme diluant la nation dans le processus d'affirmation des particularismes. Et demain des séparatismes ?

Curieuse époque que la nôtre ; qui célèbre après chaque attentat sa capacité de résilience en allumant des bougies et adoube pour fait de résistance la cécité intellectuelle dont les tenanciers du comptoir médiatique font preuve lorsqu'ils font du nationalisme, des années 1930 et du populisme les avatars passés d'un même devenir sombre.

La France qu'on aime et qu'on défend

Dans un article publié en 2014 pour le centenaire des débuts de la Grande guerre, le grand rabbin de France **Haïm Korsia** relate les traces de son illustre prédécesseur de 1914, **Abraham Bloch**. Se portant à la rescousse d'un soldat mortellement touché qui le prit pour un prêtre, ce dernier s'empessa de répondre aux derniers soupirs de son compatriote en lui apportant un crucifix. Un obus frappa les deux hommes quelques secondes plus tard...

L'émouvante communion des deux hommes rappelle ce qu'ils avaient d'essentiel en partage : l'amour de la patrie, ce chaînon périssable sans lequel toute solidarité effective s'étiolé. « *Plus de minute de silence, mais une minute pour la France, conclut Korsia. Tous ensemble et non pas différents. Jamais indifférents à l'autre. C'est la France qu'on défend, c'est la France qu'on aime* ».

Nos morts nous regardent

Pussions-nous enfin méditer l'œuvre de Charles Péguy, mort au champ d'honneur à Villeroy-sur-Marne. Péguy plaida la cause de Dreyfus, non par esprit de tolérance ou d'« ouverture» - ces coquilles sémantiques qui parent de vertu la torpeur des belles âmes -, mais par sens de l'honneur: *«ce que nous défendons, ce n'est pas seulement l'honneur de notre peuple dans le présent. C'est l'honneur historique de notre peuple, l'honneur de nos aïeux, l'honneur de nos enfants. Plus nous avons de passé, plus justement il nous faut le défendre »*. L'honneur qui consistait pour Péguy à ne pas oublier que nos morts nous regardent, comptent sur nous pour continuer à maintenir haut l'exigence qui appelle tout un chacun à se tenir droit lorsque les contingences et commodités du moment poussent aux plus lâches renoncements.

N'est-ce pas l'honneur que convoqua le Général de Gaulle dans son appel du 18 juin ? N'est-ce pas de sens de l'honneur dont nos pères furent imprégnés jusque dans la misère de leur condition de soldat retranché ?

Le passé a ceci d'essentiel qu'il conteste toujours au présent son insolente suprématie. Voilà pourquoi nous autres Français, héritiers de la Grande Guerre, devons le 11 novembre prochain dire combien nos cœurs sont emplis de gratitude. Gloire à nos pères !

Max -Erwann GASTINEAU

Tribune Figarovox

Diplômé en histoire et en science politique,

Attaché parlementaire

Rédacteur en chef adjoint des pages Politique de la revue Limite.

[Retour au sommaire](#)

Centenaire de l'Armistice : honorer la paix ou la victoire ?

LIBRE OPINION de Xavier PATIER

En séparant la célébration de la paix de la victoire militaire qui l'a obtenue, l'écrivain se demande si le centenaire du 11 novembre 1918 n'honore pas une nation déconstruite et une paix artificielle.

« Réclamer la victoire et ne pas avoir envie de se battre, je trouve cela mal élevé », écrivait Péguy au seuil de la Grande Guerre. Cent ans plus tard, se croire supérieur au reste de monde et refuser d'assumer la victoire, on peut trouver cela, de la part d'un jeune Président de la République, franchement regrettable.

Au vrai, en refoulant le côté militaire et victorieux du 11 novembre, Emmanuel Macron ne fait pas autre chose que ses immédiats prédécesseurs : on se souvient d'un récent Premier ministre français impliqué dans la commémoration de Trafalgar et oubliant celle d'Austerlitz, ou d'un Président plus récent encore organisant des galipettes inconvenantes sur les tombes de Verdun sans avoir un mot pour les poilus qui défendirent, parfaitement conscients de ce qu'ils faisaient, la liberté de la France. Emmanuel Macron se coule dans le triste moule. Pour ce coup, il ne fait rien de neuf.

Nos aînés combattants

D'où vient cette curieuse discrétion et cette étrange amnésie ? D'une capitulation à l'air du temps. La mode voudrait que la France fût de tout temps petite et compromise. Le *soft power* américain a gagné la partie : pour le commun des hommes, c'est l'Amérique qui a gagné la Grande Guerre. Il n'y a plus que les experts pour savoir que la France a, de loin, consenti le plus grand effort et apporté la plus grande contribution à la victoire.

La France s'est construite à coups d'épée : refouler cette évidence revient à la déconstruire, et au passage à humilier nos aînés combattants, qui savaient très bien pour quelle cause ils se battaient.

L'ultime ordre du jour

S'agissant du centenaire que nous allons fêter, mieux vaut nous remettre à celui qui reste le plus légitime à parler de cette guerre, le commandant en chef des forces alliées. Voici l'ordre du jour que le maréchal Foch adressa aux Armées le 12 novembre 1918 :

« Officiers, sous-officiers et soldats des armées alliées, après avoir résolument arrêté l'ennemi, vous l'avez pendant des mois, avec une foi et une énergie inlassables, attaqué sans répit. Vous avez gagné la plus grande bataille de l'Histoire, sauvé la cause la plus sacrée : la liberté du monde. Soyez fiers, d'une gloire immortelle vous avez paré vos drapeaux, la postérité vous garde sa reconnaissance. »

De grâce, n'ajoutons rien !

Xavier PATIER

Aleteia

01 novembre 2018

[Retour au sommaire](#)

Lettre adressée au président de la République par le président de la Fédération Nationale André Maginot

Paris, le 29 octobre 2018

Monsieur le Président de la République,

Lors de la présentation des séquences de la commémoration du centenaire de l'armistice de 1918 par M. Jean-Michel Blanquer, assisté de Mme Geneviève Darrieussecq, respectivement ministre de l'éducation nationale et secrétaire d'état auprès de la ministre des armées, le 18 septembre 2018 à Clermont-Ferrand, un équilibre avait été trouvé entre, d'une part, la victoire militaire de la démocratie sur le totalitarisme et les sacrifices des poilus, et d'autre part, les effets de la crise économique durable que vivent aujourd'hui les habitants sinistrés des régions qui avaient déjà été profondément meurtries par la guerre de 1914-1918.

Un programme mémoriel avait été annoncé avec comme point d'orgue à Paris, une cérémonie militaire et notamment

- un hommage aux maréchaux de la guerre de 1914-1918 pour célébrer dignement la victoire des armées françaises et alliées sur les forces de l'impérialisme du Kaiser Guillaume
- une cérémonie sur les Champs Elysées et l'Arc de Triomphe, en présence de 80 chefs d'état représentants les pays impliqués dans cette guerre meurtrière et un défilé.

Or, depuis cette communication, il semblerait que, sous votre impulsion, un changement profond ait été opéré dans l'objectif même de ces cérémonies, la partie « victoire sanctionnée par un armistice » de cette guerre étant purement supprimée. En effet, la partie militaire serait réduite à sa plus simple expression, afin, semble-t-il, de ne pas heurter la chancellerie allemande, et l'hommage aux maréchaux artisans de cette victoire de la liberté sur l'obscurantisme passé à la trappe, ce qui nous apparaît excessif vis-à-vis de l'histoire et du devoir de mémoire que notre pays doit entretenir pour renforcer la démocratie auprès de la jeunesse française et européenne.

En outre, des membres de l'Elysée estiment qu'il conviendrait de bien regarder les choses en face : les combattants de 1914-1918, les Poilus, « n'étaient finalement que des civils à qui on avait donné une arme », ce qui est une véritable injure à leur esprit de sacrifice, et à l'histoire.

Car, en disant cela, ils rayent péremptoirement l'esprit de sacrifice des soldats qui ont combattu pour que vive, encore aujourd'hui, notre pays.

C'est l'âme de la nation en armes qu'ils entachent par ce type de discours, en laissant entendre que ces civils ne sont partis à la « boucherie » que parce que forcés et sans l'idée de défendre leur pays.

En tant que président de la Fédération Nationale André Maginot, la plus ancienne des associations du monde combattant, je rappellerai simplement ce que disait, en 1914, André Maginot, cet illustre homme d'état dont les valeurs pour lesquelles il se battait sont toujours, aujourd'hui, d'actualité :

« C'est la guerre, la partie suprême d'un peuple qui ne veut pas mourir »,

ce qui explicite tout à fait cet esprit qui animait les soldats de l'époque : ne pas tomber sous la coupe de l'envahisseur et réintégrer l'Alsace-Lorraine, coûte que coûte. Si cet état d'esprit n'avait pas profondément habité les soldats de France, je pense que la 1^{ère} bataille de la Marne ou Verdun auraient été perdus et que nous ne serions plus aujourd'hui en mesure de savourer notre indépendance et notre liberté, comme notre pays sait et aime le faire.

Vous voulez en revanche magnifier la paix, ce qui est tout à votre honneur, mais vous ne pouvez pas laisser ignorer le mérite des soldats et faire disparaître de la pensée collective l'essence même de la nation en armes pour sa survie, le sens du sacrifice suprême pour le bien commun.

La paix d'ailleurs n'était pas acquise au soir du 11 novembre 1918 puisque le traité de Versailles n'a été signé qu'en juin 1919 et nous avons subi 20 ans plus tard un conflit aussi meurtrier et génocidaire !

L'histoire, dans toute sa complexité et sans faux fuyants, doit faire partie de la mémoire collective. Ceci est primordial pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain.

Mettre à l'écart le monde combattant d'hier comme cela est envisagé pour les cérémonies de commémoration du 11 novembre 2018, passer sous silence la victoire militaire de 1918 est une injure faite aux soldats de France de toutes les générations.

En laissant traiter de la sorte les hommes en armes qui combattent jusqu'au sacrifice suprême, vous n'œuvrez pas, comme vous le dites, pour une armée forte et engagée. Et je crains fort que le recrutement des forces armées françaises n'en subisse les conséquences à moyen ou long terme. De même, vous n'œuvrez pas pour l'Europe en occultant de la sorte ces événements majeurs, ou en les édulcorant.

Aussi, me paraît-il important de vous dire que si aucun des membres du conseil de l'ONAC et du Bleu de France ne sont présents sur la dalle sacrée, témoins vivants des sacrifices consentis hier et aujourd'hui, je n'encouragerai pas, en ma qualité de président de la Fédération Nationale André Maginot, les 240 associations qui la composent, à participer, avec leur drapeau en tête, à ces manifestations décalées dans le temps et illusoires, s'agissant de la Paix.

Quelques millions de français sont choqués par ce déroulé

- qui néglige totalement le sacrifice de leurs ascendants qu'ils se sont réappropriés durant ces quatre années de commémoration du premier conflit mondial
- qui ne présage rien de bon pour l'avenir, si on n'ose plus regarder le monde en face, en refusant notamment de montrer la réalité de l'histoire et de souligner les valeurs qui ont forgé notre nation.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Henri LACAILLE
Président de la Fédération nationale André Maginot

[Retour au sommaire](#)

COMMUNIQUÉ

L'UNC et le sens de la commémoration du 11 novembre 2018

UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

Paris, le 30 octobre 2018

COMMUNIQUÉ

L'UNC et le sens de la commémoration du 11 novembre 2018

L'Union nationale des combattants sera présente à la cérémonie du prochain 11 novembre à l'Arc de Triomphe, avec son président national et les porte-drapeaux de la région parisienne qui auront pu se rendre disponibles.

Née quelques jours après l'Armistice de 1918, il était inimaginable que l'UNC ne participe pas à cette commémoration, et elle se réjouit que le président de la République rende hommage aux anciens combattants au tout début de la Prise d'armes.

Pour autant, l'UNC rappelle que le 11 novembre 2018, il s'agit bien de rendre hommage aux millions de poilus, à tous les soldats alliés et à ceux qui les commandaient, dont les souffrances, la ténacité, la volonté, le sacrifice suprême pour certains, ont permis la victoire « militaire » de 1918 !

C'est le sens de cette commémoration, c'est celui qui guide l'UNC ! Toute autre approche serait une insulte aux combattants, ceux-là même qui ont fondé l'UNC, et à leurs héritiers les membres actuels des forces armées, dont on ne peut méconnaître la continuité.

Cent ans après l'armistice de 1918, l'UNC constate qu'une France forte, c'est une France fière de son histoire, fière de se souvenir, fière de se célébrer. Réécrire l'histoire pour en diminuer les hauts faits, nier la gloire de ceux qui ont conduit les armées à la victoire, n'est pas digne et l'UNC ne saurait l'accepter.

Le 11 novembre 2018, l'UNC, devant le monument aux Morts de chaque village de France, commémorera la victoire de 1918 sur l'envahisseur et s'inclinera avec respect et reconnaissance devant ceux qui ont fait cette victoire et qui ont bien mérité de la Patrie, du simple poilu aux maréchaux !

Contact : Pierre SAINT-MACARY – 06 44 93 11 27

[Retour au sommaire](#)

Lettre au président de la République du président de l'Union fédérale des associations françaises d'anciens combattants, victimes de guerre et des jeunesses de l'union fédérale.

Paris , 31 octobre 2018

Monsieur le Président de la République,

Depuis cent ans, chaque année, la France commémore l'Armistice du 11 novembre 1918. Cette année, cette date marque la fin des activités mémorielles orchestrées par la Mission Centenaire et concernant les quatre années « centenaires » de la grande guerre.

La cérémonie de l'année 2018 sera ainsi dotée d'une symbolique très forte. C'est pourquoi vous avez convié à cette commémoration devant la Tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe, nombre de Chefs d'État ou de Gouvernement des pays concernés par cette guerre terrible où les morts et les victimes se comptèrent par millions.

C'est le jour où la France reconnaît le sacrifice des siens, où elle honore tous ceux qui ont versé leur sang pour qu'elle vive. Devant tous les Monuments aux Morts de notre pays, c'est l'occasion de mettre à l'honneur, nos soldats et les survivants des différents conflits et missions extérieures : les anciens combattants. Cela sera vrai dans toutes les villes et villages de France sauf dans notre capitale.

Pour des raisons qui m'apparaissent obscures, vous avez jugé judicieux d'écarter ceux qui méritent le plus d'être au cœur de cette cérémonie mémorielle : ceux qui iront encore s'il le faut, obéissant à vos ordres, verser leur sang et ceux qui, sous vos ordres, l'ont déjà versé.

L'Union fédérale des Associations françaises d'Anciens Combattants et Victimes de guerre que je préside peut difficilement imaginer que soient écartés de la cérémonie nationale, que vous présiderez, nos soldats afin de ne pas « déplaire à la Chancelière allemande » ni accepter que le groupe des Présidents des plus anciennes associations du monde combattant, groupe dit « des Douze », ne se recueillent devant la Tombe du Soldat inconnu au prétexte qu'ils « prendraient trop de place » dans le dispositif.

C'est pourquoi, l'Union fédérale et ses Drapeaux seront absents de ce qui m'apparaît être une mise en scène déplacée en regard de cet événement mémoriel.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Le Président national
Dominique LÉPINE
[Retour au sommaire](#)

VIDÉO : Une leçon d'Histoire, le discours du général de Gaulle aux Invalides pour le 50ème anniversaire de l'Armistice.

Discours aux Invalides du Président de la République, Charles de Gaulle, à l'occasion du cinquantenaire de l'armistice du 11 novembre 1918. Il rend hommage à l'armée française et au peuple français tout entier.

Pour visionner la vidéo,
cliquez sur le visuel ci-dessous.



[Retour au sommaire](#)

VIDÉO : Film d'époque sur 14-18 colorisé

Durée : 1min46

Documentaire colorisé

Pour visionner la vidéo,
cliquez sur le visuel ci-dessous.



[Retour au sommaire](#)